

LA COHESION SOCIALE ET LES INSTANCES D'INTEGRATION

GENERALITES

1. Comment peut-on expliquer l'exclusion sociale aujourd'hui ?

Quels sont les facteurs économiques et sociaux du processus qui conduisent à la rupture des liens qui unissent une personne ou un groupe aux autres membres de la société ?

I Le développement du travail atypique est un facteur important d'exclusion

A ⇒ ↑ du chômage, de la précarité, de la pauvreté et du recours à l'assistance

B ⇒ perte des liens avec le collectif de travail, disqualification et désaffiliation, la solidarité organique ne peut plus jouer

II l'exclusion s'explique aussi par ...

A La crise de la famille : désinstitutionalisation, familles monoparentales plus fragiles, perte des liens avec le père et sa parenté fréquente, liens de filiation plus complexes

B Le cumul des handicaps sociaux : formation insuffisante, faible capital culturel, faible employabilité, conditions de vie précaires SDF et mal logés ...

2. Vous montrerez que la cohésion sociale dans les sociétés contemporaines passa par les différentes formes de solidarité

I A l'échelle macro-sociale, les instances d'intégration sont vecteurs de solidarité et donc de cohésion sociale

A L'Etat démocratique produit de la solidarité (citoyenneté + Etat Providence garant de la protection sociale)

B Le travail produit des solidarités collectives (l'activité » professionnelle ouvre l'accès au droits sociaux + La division du travail produit de la solidarité organique)

II A l'échelle microsociale, les groupes primaires et secondaires produisent également de la solidarité

A La famille produit de la solidarité intergénérationnelle (verticale traditionnelle : aides financières, services + socialisation inversée des jeunes vers les plus âgés notamment dans la maîtrise des TIC)

B Les groupes secondaires à l'origine des solidarités horizontales (les groupes de pairs et socialisation par les réseaux sociaux + liens associatifs)

3. Comment la solidarité s'exerce-t-elle aujourd'hui ?

I L'Etat à l'origine de la solidarité publique

A assuré par redistribution importante mais en crise (importance des prélèvements obligatoires mais crise de la protection sociale (financière et de légitimité)

B mais aussi par la citoyenneté (sociale et transmise par l'école + mais également en crise (école inégalitaire, génération précaire)

II Les groupes primaires et secondaires à l'origine de la solidarité privée

A solidarité intergénérationnelle familiale)+ groupes de pairs et associations

B Mais cette intégration est également en crise (↑ de individualisme + inégalités en fonction des capitaux détenus par les parents (P Bourdieu)

INTEGRATION /TRAVAIL ET ECOLE

4. Après avoir présenté le rôle de l'école comme instance d'intégration, vous exposerez les difficultés auxquelles elle se heurte pour assurer cette fonction

I le rôle de l'école comme instance d'intégration

A transmettre une culture générale (maîtrise de la langue française, Histoire connaissances scientifiques de base...) et une qualification reconnue (def)

B Instance de socialisation (transmission des valeurs, des rôles)

II les difficultés

A :L'école ne parvient pas à assurer l'égalité des chances (idéal méritocratique mais réussite scolaire différenciée selon le capital culturel cf P Bourdieu)

B Elle peine à lutter contre l'individualisme (faible goût pour la culture générale + refus des valeurs dans les ZUS)

5. Le travail est-il encore un facteur d'insertion sociale aujourd'hui ?

Quelle a été la place du travail dans le processus d'intégration sociale ? Ses mutations ne sont-elles pas source d'exclusion ?

I Pendant les 30 glorieuses le travail était la principale instance d'insertion des individus dans la société

A Un lieu de socialisation secondaire diffusant des normes, et valeur et permettant d'acquérir statuts et identités.

B source de lien social, de socialisation, de conscience collective et de solidarité organique (Durkheim)

II Pourtant l'augmentation du chômage et de la précarité affaiblit le rôle intégrateur du travail

A ⇒ désaffiliation (R Castel) et disqualification (S Paugam

B ⇒ anomie et exclusion de la société de consommation.

6. Après avoir rappelé les principales mutations du marché du travail au cours des dernières décennies, vous montrerez qu'elles ont une incidence sur le rôle du travail comme facteur d'intégration

I Principales transformations

A ↑ du chômage après les 30 glorieuses : en particulier chez les jeunes, les plus de 50 ans, les non qualifiés. Le chômage n'est plus conjoncturel, il est structurel
B ↑ de la précarité : ↑ de la part des CDD, temps partiels, emplois aidés dans le total des actifs, l'emploi est de moins en moins typique.

II Le rôle du travail comme facteur intégrateur se relativise

A Chômage et précarité sont source de disqualification (S Paugam), de désaffiliation (R Castel) et d'affaiblissement de la citoyenneté
B Toutefois le travail reste un lieu de socialisation secondaire permettant l'acquisition d'un statut et d'une identité.

7. Vous montrerez que le travail est au cœur de l'intégration sociale, puis que d'autres formes de solidarités existent.

I Le travail est facteur de lien social

A Il permet la solidarité organique, la socialisation secondaire, l'apparition d'identités collectives. Il assure la protection sociale

B C'est un lieu de sociabilité avec les collègues, les fournisseurs, les syndicats. Les chômeurs en sont privés.

II D'autres formes de solidarité

A La famille : socialisation primaire, solidarités intergénérationnelles (aide financière et domestiques, intégration dans un réseau,

B Il existe d'autres groupes secondaires riches en relations sociales (associations, groupes de pair, Eglises, syndicats ...°

8. Après avoir montré que le travail est facteur d'intégration, vous expliquerez pourquoi le développement des formes particulières d'emplois remet en cause ce rôle intégrateur.

I Le travail est un vecteur essentiel de l'intégration

A permet de s'intégrer dans la société de consommation, c'est une valeur, le statut de salarié permet la protection sociale
B source de solidarité organique (Durkheim), de socialisation et d'identité.

II Mais sa précarisation fragilise son rôle intégrateur

A l'emploi typique se raréfie il devient plus flexible comme le souhaite les libéraux ⇒ précarité (CDD, Intérim) et working poors

B Les risques d'exclusion, de désaffiliation (R Castel) et de disqualification (S Paugam) sont plus importants. ce qui affaiblit la citoyenneté

INTEGRATION ET FAMILLE

9. Après avoir mis en évidence les évolutions récentes de la famille, vous en présenterez les effets sur sa fonction intégratrice

Quel bilan peut-on tirer du déclin de l'institution familiale ? Dans quelle mesure cette apparente liberté dans la conjugalité préserve-t-elle les fonctions intégratrices de la famille ?

I La désinstitutionnalisation de la famille

A Description : crise du couple (↑ des divorces, ↓ des mariages, ↑ du célibat), ↑ de la part des familles monoparentales et recomposées

B Un individualisme croissant : autonomisation des enfants qu'on autorise à négocier, femmes indépendantes de leur maris, le couple doit être source d'épanouissement personnel

II Ces nouveaux types de famille créent de nouvelles conditions pour l'intégration

A : Elles n'empêchent pas la solidarité Le couple reste une valeur, l'union libre remplace le mariage, la parenté s'élargit dans les familles recomposées

B Toutefois l'intégration est plus précaire : le divorce s'accompagne souvent d'une rupture avec le parent non gardien et d'un célibat subi, le risque d'anomie est plus important, la socialisation des enfants est parfois compromise (résultats scolaires < quand les parents sont séparés, difficultés des familles monoparentales)

10. Après avoir présenté le rôle de la famille en matière d'intégration sociale, vous exposerez les difficultés qu'elle peut rencontrer pour assurer cette fonction.

I La famille cadre primordial de l'intégration

A Cette institution assure la socialisation primaire et La protection contre l'anomie et même le suicide (Durkheim).

B C'est un lieu de solidarité intergénérationnel assurant : aide matérielle, domestique, insertion dans un réseau utile pour trouver un emploi.

II ce rôle paraît partiellement compromis

A : par les transformations des rapports familiaux : mère de moins en moins au foyer, concurrence de l'école et des médias, autorité moindre des pères, la dépendance prolongée des jeunes par ↑ de la scolarisation et difficultés d'insertion sur le marché du travail

B par la précarisation des liens familiaux : divorces, familles monoparentales, ce qui participe au processus de désaffiliation quand l'individu est chômeur ou précaire

INTEGRATION ET INDIVIDUALISME

11. Dans quelle mesure la montée de l'individualisme affaiblit-elle les instances d'intégration ?

I L'autonomie croissante des individus affaiblit les instances d'intégration

A la famille : (baisse de la nuptialité, montée des divorces, famille au service de l'identité personnelle

B L'École (stratégie individualistes des parents pour fréquenter les bons lycées, absence de mixité sociale, légitimation de la reproduction des élites.

C L'Etat du fait du despotisme démocratique (Tocqueville)

II Pourtant les instances d'intégration résistent et se transforment

A malgré l'individualisme la famille reste un lieu de solidarité, et de socialisation primaire

B L'École :

C : l'Etat

PROTECTION SOCIALE ET SOLIDARITE COLLECTIVE

12. Comment la solidarité française s'exerce-t-elle en France aujourd'hui

I La solidarité collective est exercée par l'Etat providence essentiellement via la protection sociale

A Le système français (redistribution horizontale + protection sociale = Sécu + Pôle emploi + assistance + Inspiration essentiellement bismarckienne)

B Toutefois le modèle est en crise (crise financière des ciseaux + crise de légitimité (Hayek inégalités justes et trappes à pauvreté ⇒ évolution vers l'assistance et le modèle anglo-saxon d'Esping Andersen)

II La permanence des solidarités communautaires privées

A En partie associative et amicale entre individus qui se ressemblent (mécanique selon Durkheim + scores + risques charité et divergences entre PCS)

B Mais surtout solidarités familiales (manifestations = échanges de services, dons, prêts, réseau.) + sondages + Risques de dualisme surtout quand désinstitutionalisation de la famille)

13. La protection sociale en France permet-elle de diminuer les inégalités ?

I Oui

A la redistribution horizontale compense les inégalités face aux risques sociaux. Les cotisations sociales sont prélevées sur : actifs occupés, biens portants et célibataires pour financer : retraites, chômage, indemnités maladie, allocations familiales.

B La redistribution verticale permet de réduire le rapport inter déciles des revenus disponibles par rapport à celui des revenus primaires.

II Mais

A Un bilan peu satisfaisant : plafonnement des cotisations ⇒ prélèvements dégressifs. Le système d'assurance bismarckien favorise ceux qui ont un emploi et les CPIIS (consultent plus les spécialistes), La pauvreté subsiste malgré le RSA

B Opposition libérale : les inégalités sont justes car méritocratiques. Les indemnités d'assistance créent des trappes à pauvreté, à inactivité. Des prélèvements obligatoires nuisent à la croissance et donc à la ↓ des inégalités.

14. Après avoir montré que la logique d'assurance a reculé au profit de la logique d'assistance dans le système français de protection sociale, vous analyserez les conséquences de cette tendance sur la cohésion sociale.

I De l'assurance à l'assistance

A Les contradictions de l'assurance sociale (voulue par les syndicats, Sécu gérée de façon tripartite, inadaptée aux indépendants et aux exclus)

B L'inflexion vers l'assistance (Nombreuses prestations non contributives (CMU, RMI), financement par l'impôt

II les contradictions de la protection sociale

A Le risque de Désincitation (trappe à pauvreté, désutilité marginale du travail, sous culture de l'assistantat et du travail clandestin)

B Les incertitudes du financement (Redistribution peu efficace, baisse des prélèvements obligatoires nécessaire

15. Après avoir mis en évidence l'importance de l'action de l'Etat dans la lutte contre l'exclusion vous en montrerez les limites.

I Les politiques de lutte contre l'exclusion est indispensables

A Les raisons d'une telle intervention (taux de pauvreté revenus primaire = 20%, chômage, précarité, exclusion

B Les moyens employés (politique de l'emploi, RMI, CMU, lutte contre l'échec scolaire (bourses, ZEP).

II Les problèmes rencontrés

A Une action difficile aux effets pervers (Retour à l'emploi des Rmistes difficile, pauvreté héréditaire, étiquetage négatif de l'assisté)

B La lutte passe par d'autres organisations (Etat bureaucratique, bénévoles plus efficace, quelques associations caritatives qui ont fait leurs preuves (restos du Cœur, Emmaüs))

16. Après avoir rappelé le rôle de l'Etat-providence dans la cohésion sociale, vous en montrerez les limites.

I L'Etat providence vecteur essentiel de l'intégration

A Ses objectifs sont la de « libérer la société du besoin et du risque » (Beveridge) c'est-à-dire la lutte contre la pauvreté et la protection contre les risques sociaux

B La protection sociale française fonctionne selon le principe de l'assurance (Chômage, vieillesse, maladie, Famille) et de l'assistance (RSA, CMU, aide au logement)

II Les limites de l'action intégratrice de l'Etat

A Crise financière : effet de ciseaux, ⇒ mesures correctrices (allongement de la durée de cotisations pour la retraite, moindre remboursement, contrôle accru des médecins

B Crise de légitimité : la pauvreté↑, trappes à pauvreté, critique libérales

17. Après avoir rappelé le rôle de l'Etat-providence dans la cohésion sociale, vous en montrerez les limites.

I L'Etat providence constitue un acteur clef dans la cohésion sociale

A En allouant des ressources (↑des revenus du décile le plus pauvre + assurance ou assistance + équipements collectifs)

B. mais aussi en tissant ou en maintenant le lien social (évite l'exclusion + prise en charges des risques sociaux + réinsertion)

II Néanmoins, il voit son rôle remis en cause

A Face à la montée de la pauvreté et de la précarité (↑statistiques + associations types restos du cœur)

B mais aussi aux effets pervers que ses intervention peuvent provoquer. (trappes à pauvreté et à inactivité + dualisme)

18. Après avoir mis en évidence les facteurs explicatifs de la pauvreté en France, vous montrerez comment les solidarités collectives peuvent y remédier.

I Les déterminants de la pauvreté

A Les causes économiques : chômage, précarité, *working poors*

B. Causes sociales : La reproduction s'explique par les différences de capital culturel, économique et social, l'habitat (ghettoisation des zones urbaines sensibles)

II Le rôle de l'Etat et de la protection sociale

A Sur le marché du travail : retour à la flexibilité libérale, RSA, discrimination positive à l'embauche ?

B La redistribution (horizontale et verticale), assurance ou assistance ?

19. Dans quelle mesure la protection sociale limite-t-elle l'exclusion dans les PDEM ?

I Le rôle indispensable de la protection sociale

A Une intégration économique (L'accès à des ressources grâce aux revenus de transfert + impact macroéconomique (stabilisateurs automatiques et maintien de la demande effective)

B. La protection sociale facilite l'intégration sociale (autonomie personnes âgées ou handicapés facilite les relations au sein des groupes primaires + permet la citoyenneté sociale),

II Les limites dans la lutte contre l'exclusion

A Des relations sociales insatisfaisantes (situation d'assistance + substituer aux relations sociales traditionnelles famille voisinage)

B Des ressources financières problématiques (minima sociaux inférieurs au seuil de pauvreté + protection sociale en crise)

20. En quoi la dégradation du marché du travail depuis le début des années 80 contribue -elle à modifier le système de protection sociale français ?

I l'augmentation du chômage et de la précarité pose les questions de l'efficacité de la protection sociale et de son financement

A une crise financière : la hausse des bénéficiaires et la baisse du nombre des (un système assurantiel et bismarckien + l'effet de ciseaux)

B une crise d'efficacité (n'empêche pas exclusion et désaffiliation cf. R Castel + ↑du nombre de travailleurs pauvres)

II Ces évolutions conduisent à modifier le système

A l'augmentation du nombre de bénéficiaires de minima sociaux (du RMI au RSA + lutter contre les trappes à pauvreté + permettre la cohésion sociale)

B la modification du financement (↑des cotisations + fiscalisation (CSG notamment + assurances privées types mutuelles régime libéral anglo-saxon)

21. Vous analyserez les difficultés que rencontrent l'Etat -providence pour lutter efficacement contre la pauvreté

I Ces difficultés s'expliquent en partie par un contexte socio-économique défavorable

A La crise du marché du travail (↑du chômage et du travail atypique)

B La fragilisation des liens sociaux affaiblit les formes de solidarité traditionnelles (désinstitutionalisation de la famille + surreprésentation des familles monoparentales dans les prestations d'assistance

C une pauvreté plus difficile à résorber parce que confrontée à la nouvelle pauvreté différente de celle des 30 glorieuses.

II Des difficultés de mise en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté

A Des problèmes de choix de société (assurance ou assistance + débat responsabilité individuelle libérale ou collective socio-démocrate + différence européennes dans l'importance de la redistribution)

B Des problèmes de financement dans un contexte de réduction des déficits publics + succès des thèses libérales

C des effets pervers possibles (trappes à pauvreté ou à inactivité +